

Auteur : Dr Hamidou Magassa  
Profession : Consultant Socio Economiste  
Adresse : SERNES Tél. 229 00 21 Portable 693 75 92  
Date : 03 Septembre 2007.

## Note Technique sur la Qualité de l'Éducation Nationale au Mali<sup>1</sup>

En se posant des questions sur le contexte d'évolution de l'école malienne, en identifiant ses opportunités et contraintes, cette note sur la qualité de l'éducation nationale vise essentiellement à engager la prise urgente de décisions pour gagner la bataille du futur au Mali, en tirant vers le haut (sélectivité naturelle) et non vers le bas (massification démagogique).

### I. Contexte interrogateur

En accordant 30% du budget de l'Etat<sup>2</sup> au secteur de l'Éducation Nationale, le Gouvernement du Mali manifeste effectivement sa volonté de répondre à la très forte demande croissante de scolarisation. Axé sur les trois composantes de la qualité, de l'accès et de la gestion de l'école, le Programme d'Investissement dans le Secteur de l'Éducation (PISE), dans sa Phase I (2001-2005), pour un coût total de 395 milliards de F CFA, a également conforté la mise en oeuvre du Programme Décennal de l'Éducation (PRODEC), adopté en 1996. Mais la question de l'école malienne est-elle uniquement financière ?

Introduite à Kita en 1882, l'école républicaine est aujourd'hui devenue, à l'échelle de tout le pays, la principale référence culturelle pour l'accès de l'élite au meilleur standing de vie<sup>3</sup>. En quoi, correspond-elle aux ressources et valeurs propres du Mali où prédomine largement l'éducation non formelle et informelle ?

A la fois centralisateur et opérateur de changement communautaire et individuel, l'espace-temps scolaire d'une génération (25 ans) est l'enjeu de toutes les convoitises politiques, économiques, sociales, culturelles et éthiques de la société malienne. Les règles du jeu de cette noble compétition, qui engagent durablement l'avenir du pays, sont-elles équitables et maîtrisables par tous les partenaires de l'école (enseignants, élèves, parents d'élève et citoyens/citoyennes bénéficiaires) ?

Dans le contexte d'une profonde déliquescence des valeurs morales de l'école, consécutive à une décennie de crise scolaire récurrente et d'instrumentalisations hypothétiques depuis 1992, la politique soutenue de communication, de dialogue et de concertation entre tous les acteurs de l'école a récemment abouti à son apaisement, sans pour autant répondre aux exigences de sa performance. Quelle est donc, au Mali, la vision à long

---

<sup>1</sup> Cette note est, en partie, issue des résultats de « l'Évaluation de la Phase I (2001-2005) du Programme d'Investissement Sectoriel de l'Éducation », Rapport Final, juillet 2006.

<sup>2</sup> Ce taux est de 40% au Sénégal.

<sup>3</sup> L'école affecte le sort des individus dans la hiérarchisation sociale tout en contribuant à élever leurs niveaux d'aspiration par de nouveaux effets contrastés d'égalité ou d'inégalité statutaire.

terme et la mission actuelle de l'école républicaine et en conséquence, le projet de société démocratique y afférent (principes de récompense par le mérite plutôt que d'héritage de privilèges) ?

## II. De nouvelles opportunités

En dépit de nombreux points faibles à corriger, le processus de gestion de l'école malienne s'est beaucoup amélioré grâce à une approche itérative et participative qui a favorisé une grande compréhension de ses enjeux et une mobilisation très importante de ressources internes et externes, publiques et privées. Cet effort louable se fonderait sur des résultats appropriables si un accent particulier était mis d'une part, sur l'Enseignement Technique et Professionnel (ETP), pour répondre aux besoins de cadres moyens dans tous les domaines de l'activité économique et d'autre part, sur l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique (ESRS). L'actuel élargissement de la base de scolarisation à 70% ne sera consolidable que si ces deux catégories de cadres moyens et supérieurs donnaient plus de crédibilité opérationnelle à l'offre d'une école, d'abord au service de la demande économique et sociale. Ce n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui car beaucoup de maliens s'accrochent à aller à l'école sans y croire comme un investissement personnel et collectif.

Ce qui est en cause critique dans tous les ordres d'enseignement, c'est **la qualité de l'école malienne** dans ses sous composantes du Développement de la Petite Enfance (DPE), de la scolarisation des filles, de la formation initiale et continue des enseignants, du curriculum et introduction des langues nationales, des manuels scolaires et matériels de lecture, du renforcement des médias, de l'éducation non formelle pour l'éducation de base, de l'enseignement secondaire général, de l'ETP et de l'ESRS.

Cependant, l'investissement assez appréciable du PISE I et les résultats obtenus dans tous les ordres d'enseignement, de la maternelle au supérieur, se manifestent surtout par la mise en place d'une politique volontariste en matière de scolarisation des filles (59,9% de filles et 81% de garçons), en nette progression malgré la persistance de quelques disparités régionales en genre comme Ségou (53%) par rapport à Bamako (111%). Par contre, le ratio maître-élève (1/70) ne s'est pas amélioré malgré la forte tendance publique et privée au recrutement de maîtres (principal poste pourvoyeur d'emploi pour jeune diplômé) et la faible augmentation du nombre des Instituts de Formation des Maîtres (IFM).

## III. De lourdes contraintes

La qualité de l'école malienne accuse un retard considérable dans les domaines du curriculum lié aux besoins éducatifs fondamentaux, de la formation initiale et continue des enseignants, des manuels scolaires et matériels de lecture, de l'évaluation des apprentissages, de la réforme des examens et de l'éducation non formelle.

Pour l'ETP avec ses huit filières, aucune avancée significative n'est assurée tandis que le point le plus faible du système scolaire malien est sans nul doute celui de l'ESRS, dans sa triple fonction de reproduction d'une élite sociale, d'adaptation au marché de l'emploi et de production intellectuelle. Seul l'Institut Universitaire de Gestion (IUG) a réussi, pour combien de temps encore, à se donner et à exécuter son propre programme décennal de développement qui en a fait un point de destination pédagogique sollicité par des encadreurs expatriés. La Faculté de Médecine, de Pharmacie et d'Odonto - Stomatologie, parce qu'elle est relativement

restée dans l'encadrement sélectif du Conseil Africain et Malgache de l'Enseignement Supérieur (CAMES), est aussi une référence positive.

Au niveau spécifique de l'ESRS, ultra compétitif à l'échelle internationale, il faut noter au Mali l'extrême gravité de la non maîtrise de la circulation des flux croissants d'étudiants dans les facultés et les grandes écoles, l'insuffisance de financement de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et technologique, l'insuffisance en nombre et en qualité des enseignants de l'Université de Bamako en rapport à la diversité des formations et le volume grandissant de la population étudiante, le vieillissement du personnel de l'enseignement supérieur, l'obsolescence et l'insuffisance des équipements, l'absence de bibliothèque universitaire, le très faible niveau de production scientifique malgré la mise en place timide du fonds compétitif pour la recherche et le manque d'intérêt des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) pour cet ordre d'enseignement.

#### **IV. Des décisions très urgentes à prendre**

Pour sortir rapidement du piège syndical du corporatisme scolaire et du confort politique de ses multiples concertations spéculatives sur des avantages matériels illusoire, il faut absolument **promouvoir la culture de l'école**. Elle est basée sur des critères très rigoureux de compétitivité, de déontologie et de professionnalisme, autant pour les élèves que pour les maîtres. Ce qui invite à :

1. rendre sa noblesse au métier d'enseignant par un dispositif public de compétition interne entre les maîtres eux-mêmes ;
2. valoriser et consolider l'utilisation des langues nationales et de l'arabe dans tous les ordres d'enseignement de base, général et supérieur ;
3. impliquer principalement les élèves et leurs parents dans toute la gestion de l'orientation scolaire en les rendant clairement responsables de leur propre destin ;
4. développer et sanctionner par des titres scolaires le lien emploi et éducation au niveau de tous les ordres d'enseignement de base, général et supérieur ;
5. revaloriser l'ETP à la fois par une spécialisation renforcée des modèles importés et une ouverture sur les modèles traditionnels d'apprentissage de l'éducation informelle à valider par des diplômes ;
6. élaborer et mettre en oeuvre une politique nationale de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique qui impliquerait de manière notable les secteurs privés et associatifs dans la promotion des établissements et la gestion des oeuvres universitaires ;
7. rétablir le calendrier et le volume horaire universitaire selon les normes internationales ;
8. soumettre tout le personnel enseignant du supérieur aux critères de hiérarchisation selon les normes du CAMES et de la publication de travaux de recherche pour progressivement éliminer les plans de carrière bâtis sur la seule ancienneté ;
9. réserver l'accès des grandes écoles au système du numerus clausus ;
10. renforcer de manière ascendante<sup>4</sup> les systèmes de contrôle des connaissances de tous les ordres d'enseignement et notamment, les critères de sélectivité du baccalauréat sous la supervision du Rectorat de l'Université ;
11. créer plusieurs pôles régionaux universitaires et notamment, l'Université de Sankoré de Tombouctou pour les arabisants.

---

<sup>4</sup> Le Certificat d'Etudes Primaires (CEP) par les Maîtres du Second Cycle et le Diplôme d'Etudes Fondamentales (DEF) par les Professeurs de Lycée.